

Statement

Secretary of
State for
External Affairs



Déclaration

Secrétaire
d'État aux
Affaires
extérieures

90/06

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCUTION

DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,

LE TRÈS HONORABLE JOE CLARK,

SUR LES PERSPECTIVES COMMERCIALES INTERNATIONALES

QUI S'OFFRENT AU CANADA

À LA CHAMBRE DE COMMERCE DE CALGARY

CALGARY (ALBERTA)

Le 31 janvier 1990

J'aimerais d'abord remercier la Chambre de commerce de ne ménager aucun effort pour contribuer à l'amélioration des relations entre le ministère que je dirige et la région d'où je viens. Nous avons deux objectifs fondamentaux : faire en sorte que les fonctionnaires de mon ministère comprennent mieux et de façon plus directe l'Ouest du Canada et aider les Canadiens de l'Ouest à mieux comprendre la politique extérieure.

L'éducation des bureaucrates présente des avantages bien évidents. Il s'agit d'une profession de foi envers l'Alberta qu'Ottawa ne comprend pas. Certaines personnes ont même transformé cette simple proposition en une philosophie politique légitime et prépondérante. La proposition est toutefois bel et bien justifiée. Dans une certaine mesure, une telle proposition est toujours justifiée dans un grand pays à une époque complexe, et ce, pour toutes les régions. Il existe toutefois dans l'Ouest du Canada une désaffection particulière qui est motivée par des griefs légitimes. Cette désaffection peut être exploitée par des extrémistes et elle peut paralyser de façon regrettable certaines des énergies les plus créatrices du pays; elle ne peut être comprise de loin et ne peut être surmontée que par la rencontre de gens de bonne volonté. C'est pour cette raison que les fonctionnaires de mon ministère sont ici et que j'espère persuader d'autres collègues du Cabinet de faire des efforts semblables. Le succès que nous aurons cette semaine à Calgary jouera beaucoup sur ce processus de sensibilisation.

L'autre objectif est de favoriser une meilleure compréhension de la politique extérieure. Une telle démarche est particulièrement importante à la lumière des profonds changements que subit le monde à l'heure actuelle. Aucune nation n'est totalement isolée, mais les changements qui se produisent dans le monde nous touchent plus que la plupart des autres nations. Nous dépendons du commerce plus que tout autre pays développé; les taux de change, les stratégies commerciales et la stabilité politique des autres nations ont donc une incidence directe sur les emplois au Canada. Nous avons un vaste environnement qui est vulnérable aux pratiques industrielles des États-Unis, de l'Amérique latine ou de l'Union soviétique ou encore à la surpêche de l'Espagne et du Portugal. Nous constituons une société multiculturelle, et les désordres à l'étranger ont souvent des échos au Canada.

La politique étrangère n'est plus du tout étrangère. Les événements qui se produisent dans les pays en question ont une incidence directe sur nos emplois, notre conjoncture et notre ordre social. Il est donc important que nous comprenions ces événements et que nous cherchions à influencer sur eux d'une façon constructive.

Notre époque est témoin de changements extraordinaires. Je parlerai dans un instant de l'Europe de l'Est, où personne n'aurait pu prédire l'ampleur et la rapidité des changements survenus récemment et, fait encore plus significatif, où personne ne connaît la suite des événements.

Il n'y a pas qu'en Europe de l'Est que surviennent des changements historiques.

En Afrique du Sud, à la suite des très vives pressions exercées par la majorité noire et ses alliés de l'extérieur, y compris le Canada, le gouvernement de Prétoria envisage peut-être des changements fondamentaux au système de l'apartheid.

En Amérique latine, où des dictatures faisaient jadis la loi, les gouvernements élus démocratiquement deviennent la règle. On commence de plus à s'occuper du problème de la dette, et une force d'observateurs de l'ONU, que le Canada a aidé à mettre sur pied, est déployée en Amérique centrale et aide les cinq présidents à poursuivre leur plan commun de paix.

L'Europe de l'Ouest, prudemment mais progressivement, se dirige vers une union économique et deviendra en 1992 le plus grand marché unique au monde.

Le Japon est en train de devenir non seulement une superpuissance économique mais peut-être la superpuissance économique des prochains siècles. Le pouvoir considérable qui a résulté du miracle économique du Pacifique est tellement surprenant que les Américains, lorsqu'ils sont interrogés, considèrent maintenant le Japon comme une plus grande menace que l'Union soviétique pour la sécurité à long terme des États-Unis.

Cette perception surprenante des Américains illustre davantage qu'un simple changement de position sur la menace soviétique. Elle révèle également l'effet du changement économique sur la réalité politique.

C'est naturellement la leçon qu'il faut tirer des changements en Union soviétique et en Europe de l'Est.

Un grand nombre des changements survenant dans ces pays ont un visage politique, mais ils ont presque tous une origine économique.

Karl Marx avait raison de dire que la réalité économique avait un effet prédominant sur les systèmes politiques. Il s'est toutefois royalement trompé au sujet de l'influence qu'il pensait avoir sur le monde.

La réalité, c'est que le citoyen soviétique en a assez des éternelles promesses de prospérité non tenues et qu'il ne veut plus sacrifier sa vie au profit d'une utopie dans laquelle il ne croit plus et à laquelle il sait ne pas pouvoir participer.

La réalité, c'est que le travailleur polonais est incapable de nourrir sa famille, qu'il ne croit plus aux slogans d'une idéologie ayant échoué et qu'il choisit plutôt la voie de la liberté.

La réalité, c'est que le paysan roumain a été victime d'une répression brutale et de privations pendant des décennies et qu'il participe avec ses compatriotes à une brave révolte populaire.

Il est maintenant impossible de prétendre que le marxisme n'a pas échoué. Les gens des pays de l'Est en donnent quotidiennement la preuve, et les gouvernements eux-mêmes reconnaissent cette vérité. Si le marxisme est sur son déclin, ce n'est pas parce qu'il est jugé inacceptable par ses sujets. Il est abandonné parce qu'il ne fonctionne pas; il ne tient pas ses promesses.

Il est évidemment plus facile de rejeter un mauvais système que d'en construire un bon.

Après avoir ravi le pouvoir aux anciens dirigeants, les nouveaux régimes doivent maintenant apprendre l'exercice du pouvoir, l'exercice d'un nouveau pouvoir, soit le pouvoir démocratique, qui représente la forme la plus subtile de gouvernement.

Aucun des pays d'Europe de l'Est n'a connu la démocratie au cours de son histoire récente, et bon nombre d'entre eux n'ont absolument aucune tradition démocratique. Enseigner la tolérance à des sociétés qui n'ont connu que l'intolérance au cours des quarante dernières années n'est pas une tâche facile. Les limites acceptables pour les débats et les discours sont difficiles à définir. La démocratie n'est pas un gadget que l'on peut assembler au moyen d'un livret d'instructions. C'est un état d'esprit, une habitude culturelle.

Vendredi, la Grande Charte sera exposée au Nickle Arts Museum. Ce document, un contrat concluant entre le roi Jean et son peuple, a été signé en l'an 1215 -- il y a 775 ans. Le document a donné naissance à la tradition démocratique britannique -- une tradition qui, en dernière analyse, est à l'origine de la démocratie canadienne. Depuis la signature de la Grande Charte il y a 775 ans, l'élaboration de principes démocratiques a donné lieu à des guerres civiles en Grande-Bretagne. Il y a eu des soulèvements, et des rois ont été décapités. L'Europe de l'Est essaie de faire en quelques mois -- de façon pacifique -- ce que nous avons accompli en près de huit siècles.

Il y a un an, pas un seul pays d'Europe de l'Est n'avait tenu d'élections démocratiques depuis plus de quarante ans. D'ici la fin de l'année en cours, les gens seront allés aux urnes dans tous les pays de la région, à l'exception de l'Albanie.

Il est probable que la plupart des Européens de l'Est aimeraient mettre les Communistes à la porte. De plus, malgré le peu de temps que les partis d'opposition ont à leur disposition pour se former et faire campagne, il est fort probable que les Communistes ne feront pas très bonne figure aux élections. Qu'est-ce qui attend donc ces braves pionniers de la démocratie? La même chose qui leur a permis de prendre le pouvoir : des économies presque en ruine qui sont tellement en mauvais état qu'il serait presque plus facile de recommencer à zéro plutôt que de vouloir sauver une certaine prospérité du gâchis actuel.

Les problèmes varient quelque peu d'un pays à l'autre, mais il y a un mal commun ainsi qu'une pathologie commune. Nous connaissons les symptômes :

- des infrastructures démodées et, dans certains cas, inexistantes;
- des secteurs industriels anciens, inefficaces et démodés;
- une dette extérieure faramineuse;
- des pressions inflationnistes;
- des échelles de prix et de salaires sans aucun lien avec les coûts réels;
- des devises qui valent tout juste le papier sur lequel elles sont imprimées.

Pour terminer -- et il s'agit peut-être de l'aspect le plus important --, il y a une crise d'attitude. Nous avons tendance à croire que l'initiative est une chose innée, que chaque être humain a en lui le désir de rivaliser avec les autres, de faire un profit et de lutter. De telles habitudes sont toutefois culturelles elles aussi. Elles ne sont pas automatiques. Il est aussi aberrant de prétendre que l'on peut "enseigner l'initiative" que de penser que l'on peut légiférer en matière de démocratie.

Nous entendons parler d'agriculteurs d'Europe de l'Est qui sont désillusionnés parce qu'on ne leur dit plus quoi produire ni combien demander pour leurs produits. Nous entendons également parler de directeurs d'usines qui sont furieux parce que leurs clients et leurs fournisseurs ne sont plus déterminés à l'avance. D'avoir à mettre une démocratie sur pied en l'espace de douze mois constitue en elle-même une tâche herculéenne, mais d'avoir à mettre une démocratie sur pied tout en menant une révolution économique semble quasi inimaginable. Les dangers sont évidents. La démocratie rejette la répression. Dans une démocratie, les gens ont le droit de faire ce qu'ils veulent. Mais qu'arriverait-il si ces gens refusaient de suivre les lois du marché? Qu'arriverait-il s'ils attendaient tout simplement que l'État leur dise comment s'y prendre pour devenir libres? Qu'arriverait-il s'ils résistaient à l'appât du gain et s'ils trouvaient refuge dans la prévisibilité d'une économie dirigée?

Il existe un danger encore plus grave. La période de transition économique sera difficile et dans certains cas, effrayante. Les salaires vont chuter. Les prix vont grimper. Le taux de chômage va monter en flèche. Et c'est sur le nouveau régime démocratique, non sur l'ancien régime, que le blâme sera rejeté.

Les Canadiens, comme il se doit, veulent aider à transformer l'Europe de l'Est et l'URSS. Nous fournissons une aide alimentaire et une compensation technique, procédons à un rééchelonnement des dettes, encourageons le commerce et les investissements et participons pleinement aux initiatives de la nouvelle Banque pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est. Mais le gouvernement du Canada et les Canadiens doivent faire encore plus. Ce que j'aimerais bien faire ressortir au sujet du Bloc de l'Est c'est que les changements ne font que commencer et que le plus difficile reste à faire. Nous devons bien comprendre ce qui se passe et nous engager à long terme à apporter notre secours.

J'aimerais aujourd'hui vous exposer les possibilités économiques qui s'offrent en ce moment aux Canadiens et aux Albertains à la suite des changements qui s'effectuent un peu partout dans le monde.

Nous sommes un pays qui jouit de la confiance du reste du monde. Notre longue tradition de franche diplomatie, de respect intégral des accords négociés et d'arbitrage impartial nous a mérité une réputation enviable qu'il nous faut chérir.

Il nous faut la chérir non pas simplement en raison de sa valeur propre. Il nous faut la chérir parce que les nations qui jouissent de la confiance des autres sur le plan de la diplomatie recueillent également la confiance sur le plan commercial.

Nous occupons une place de choix aussi parce que l'économie de marché du Canada est prospère et bien considérée. Si le monde perçoit notre engagement envers une économie libre comme étant durable ce n'est pas parce que nous disons qu'il en est ainsi, mais plutôt parce que nos antécédents consistent des preuves à l'appui de notre engagement. Dans un monde qui redécouvre les lois du marché, notre jeune nation ressort comme un modèle de prospérité et de stabilité. Et en dépit de problèmes qui font surface à l'occasion et de temps parfois difficiles, nos ressources naturelles abondantes et notre prospérité durement gagnée font contraste avec la pauvreté et le chaos qui règnent dans d'autres parties du monde.

Mais ce sont peut-être nos citoyens qui constituent notre plus importante ressource. Les Canadiens sont habitués à ce que le reste du monde fasse l'éloge de leur société multiculturelle, du caractère unique de celle-ci et de leur relative paix sociale. Notre richesse ethnique constitue également une valeur commerciale.

Il nous faut priser hautement cette richesse et promouvoir les différentes contributions que les Canadiens de souches diverses peuvent apporter à notre prospérité collective.

Un Canadien sur dix est d'origine est-européenne ou soviétique. Des milliers d'autres viennent d'Asie et de la région du Pacifique et connaissent donc déjà les langues et les coutumes avec lesquelles il nous faut nous familiariser dans le contexte d'une économie mondiale.

Il s'agit là d'une ressource nationale extraordinaire. Le Canada mieux que n'importe quel autre pays est en mesure de tirer avantage des connaissances qu'ont ses habitants des autres sociétés, des autres langues et des coutumes étrangères, afin de pouvoir vendre ses produits outre-mer et d'attirer les investissements étrangers.

Cette richesse culturelle rejoint également une valeur psychologique profonde: le peuple canadien est un peuple tourné vers l'extérieur.

LORS DES DERNIÈRES ÉLECTIONS, UN MESSAGE SPÉCIAL A ÉTÉ LANCÉ. CE N'ÉTAIT PAS TELLEMENT UN MESSAGE QUI PROCLAMAIT QUE LES CANADIENS APPUYAIENT LE LIBRE-ÉCHANGE. C'ÉTAIT PLUTÔT UN MESSAGE QUI SIGNIFIAIT QUE LES CANADIENS ÉTAIENT SUFFISAMMENT CONFIANTS POUR ALLER VOIR AU-DELÀ DE LEURS FRONTIÈRES, POUR PRENDRE DES RISQUES - AVEC CIRCONSPÉCTION ET DE FAÇON RESPONSABLE - ET POUR FAÇONNER ET GÉRER LE CHANGEMENT AU LIEU D'EN NIER L'EXISTENCE.

Bien que l'accord de libre-échange représente un accomplissement monumental en ce qui concerne l'avenir du Canada - accomplissement par ailleurs difficile à réaliser et auquel il a fallu consacrer d'énormes efforts - il constituait, à bien des égards, l'étape la plus facile à franchir.

Je ne veux pas dire qu'il a été facile de négocier le texte de l'accord. Je parle plutôt du fait que les États-Unis représentent pour les Canadiens un marché relativement familier - en raison, entre autres, de la similitude de nos deux peuples, du patrimoine que nous partageons, de notre longue tradition de coopération, de la proximité de nos territoires et du fait que nous avons la langue anglaise en commun.

Les perspectives commerciales qui s'offrent au Canada proviennent, cependant, d'au-delà des frontières nord-américaines - de la région du Pacifique, de l'Amérique latine et de l'Europe de l'Est et de l'Ouest.

Même si les États-Unis sont en ce moment notre plus important partenaire commercial - et que rien ne nous permette de supposer que la situation changera dans un avenir prévisible - ce sont ces autres régions qui nous offrent le plus de possibilités d'expansion commerciale. Le libre-échange n'est pas une fin en soi. Il s'agit plutôt d'une première étape, d'un moyen de consolider nos fondements économiques afin que nous puissions faire affaire avec ce nouveau monde qui s'ouvre à nous.

En d'autres mots, la santé de l'économie américaine - qui influencera de toute évidence le commerce canado-américain - est tributaire de l'ouverture de débouchés à l'étranger. Pour que l'accord de libre-échange soit à son tour fructueux, il faut donc que de nouvelles relations d'affaires soient établies ailleurs.

Si nous voulons être les maîtres plutôt que les victimes de notre destinée, il nous faut connaître les façons de procéder de nos concurrents. Nous ne pouvons nous attendre à ce que ceux-ci se plient à nos préférences, à nos coutumes ou à nos particularités.

J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec des gens d'affaires canadiens qui lancent audacieusement de nouvelles initiatives en Union soviétique. Ce sont des hommes et des femmes qui voient loin, qui ont l'imagination fertile, à qui le fait de prendre des risques ne fait pas peur et qui sont toujours prêts à relever un défi. Mais pour un grand nombre d'entre eux, le marché soviétique est inconnu, voire quelque peu inquiétant. Il y d'abord la langue. Et il ne s'agit pas simplement de la langue parlée. Je fais allusion au vocabulaire des affaires. Nos gens d'affaires découvrent que les concepts de base qui sont une seconde nature pour les Canadiens ne font que commencer à être compris en Union soviétique. Il y a ensuite les coutumes qui diffèrent. L'appareil gouvernemental demeure un modèle de bureaucratie et le cauchemar de l'homme d'affaires. Le processus décisionnel est

obscur. Les intervenants sont innombrables.

Dans le Pacifique, les défis lancés sont imposants. Il y a d'abord la langue. Viendra le temps où les Japonais, en voie de devenir les nouveaux géants d'une grande partie de l'économie mondiale, commenceront à attendre de leurs partenaires commerciaux qu'ils respectent mieux leur culture, comprennent leur langue et s'adaptent à eux plutôt que l'inverse.

Cette perspective peut nous déplaire. Elle n'est pas très réconfortante. Mais elle est inévitable et c'est bien naturel. Depuis des décennies, les États-Unis connaissent le succès sur la scène économique mondiale en utilisant l'anglais.

Toutefois, ils ont réussi parce qu'ils étaient dominants et non pas parce que les autres préféraient leurs coutumes.

À mesure que la domination des États-Unis sur le système commercial s'estompe, le défi pour le Canada devient plus grave. Par exemple, il y a au Canada 1 200 étudiants à temps plein de la langue japonaise tandis qu'en Australie, où la population est deux fois moindre, il y en a plus de 15 000. Il est clair que le Canada a beaucoup à faire.

Il est paradoxal qu'au moment où le marché mondial devient plus intégré, l'avantage soit donné à ceux qui visent les aspects particuliers de ce marché plutôt que ses caractéristiques communes. Cela devient encore plus évident lorsqu'on pense qu'une grande partie du commerce futur se fera dans les secteurs des services et des systèmes d'information. En effet, dans ces domaines, il ne s'agit pas seulement de vendre un dispositif quelconque; il s'agit de vendre un moyen de communiquer clairement, rapidement et efficacement.

Parlons un peu de la région du Pacifique. Les données sont claires et concluantes :

- Depuis 1970, la part de la production globale attribuée à l'Asie a doublé.

- D'ici l'an 2000, au Japon, le PNB par personne aura dépassé celui de l'Europe.

- Le Japon est devenu le banquier du monde. Les 21 institutions financières les plus importantes sont japonaises. Le Japon, avec la Corée, Taiwan et Hong Kong, ont des réserves monétaires de 250 milliards de \$.

- D'ici la fin du siècle, le Pacifique comptera 60 % de la population mondiale, sera responsable de 50 % de la production globale et de 40 % de la consommation.

- En 1970, le commerce entre l'Amérique du Nord et le Pacifique se chiffrait à 20 milliards de \$. Il se situe maintenant à 275 milliards. Il pourrait atteindre 1 billion de \$ d'ici l'an 2000. Les investissements connaîtront une croissance exponentielle.

- En 1983, le commerce du Canada avec le Pacifique a dépassé celui que nous avons fait avec l'Europe. En 1988, il a connu une hausse de 30 % et sa valeur a atteint 17 milliards de \$. Nous prévoyons que les exportations canadiennes vers cette région augmenteront d'au moins 50 % d'ici l'an 2000.

- Quatre des dix marchés les plus importants du Canada se trouvent dans cette région.

- La Colombie-Britannique fait plus d'échanges commerciaux avec le Japon qu'avec les États-Unis.

- Les quatre provinces de l'Ouest sont responsables d'environ les trois quarts de toutes les exportations vers la Corée et le Japon, et de 90 % de celles destinées à la Chine.

Voilà la nouvelle réalité, le nouveau défi et les nouvelles possibilités.

Mais ce n'est pas simplement en décrivant l'avenir que nous pourrons le transformer à notre avantage.

Les Canadiens doivent acquérir une vision globale, mais ce n'est que la première étape. Ils doivent aussi agir en ce sens.

Pour pouvoir être présents à l'échelle globale, nous devons être présents sur la scène locale - partout au monde.

Pour réussir partout au monde, nous ne devons pas seulement produire - mais aussi vendre nos produits.

Et pour les vendre, nous devons non seulement les connaître, mais aussi connaître nos clients.

Permettez-moi de décrire quelques-unes des initiatives que nous prenons en tant que gouvernement. Ces initiatives sont fondées sur un principe fondamental : ce n'est pas le gouvernement qui va créer les marchés. C'est le monde des affaires. Mais le gouvernement peut jouer un rôle afin que les entreprises aient la possibilité de donner libre cours à leur génie et à leur esprit d'initiative; il peut jouer ce rôle en ouvrant des portes, en offrant des ressources et en établissant des associations.

D'abord, en ce qui concerne les États-Unis, nous donnons suite à l'ALF en nous assurant que les intérêts des Canadiens sont protégés dans les discussions sur les subventions et les droits compensateurs.

Nous procéderons aussi à l'expansion de nos programmes commerciaux :

Notre participation aux foires commerciales triplera par rapport à ce qu'elle était il y a deux ans et portera sur 400 activités mettant en jeu 72 secteurs industriels et 10 000 sociétés - dont 95 % seront des entreprises de petite et moyenne taille. Nous pouvons espérer qu'il en résultera un chiffre de vente de 2 milliards de \$ et 50 000 emplois.

Nous dépenserons cette année 20 millions de \$ pour la promotion de l'exportation, soit une augmentation de 50 % par rapport à l'année dernière. L'expérience nous apprend que chaque dollar dépensé à la promotion crée 150 \$ de nouvelles ventes.

Dans le cadre du PROGRAMME NOUVEAUX EXPORTATEURS AUX ÉTATS FRONTALIERS, 55 missions réunissant 2 000 participants seront menées et elles serviront à rapprocher les entreprises du nord des États-Unis.

Un suivi sera assuré auprès des 900 sociétés qui ont participé récemment à des séminaires tenus à plusieurs endroits du pays pour faire connaître les 40 000 nouvelles possibilités offertes dans le domaine des marchés publics américains; ces possibilités représentent plus de 3 milliards de \$.

Dans les pays de l'Est, nous tenterons surtout d'appuyer les nouvelles entreprises et d'aider les marchés libres récemment créés à solidifier leurs assises.

En ce qui concerne l'Asie, le Premier ministre a annoncé, l'automne dernier à Singapour, le lancement d'un programme quinquennal appelé Pacifique 2000. Ce programme comprendra :

- Un programme de langue pour enseigner aux Canadiens la langue du commerce de l'avenir.
- Un fonds de coopération scientifique et technologique avec le Japon pour renforcer les capacités technologiques du Canada au moyen de projets conjoints et d'associations stratégiques.
- De nouvelles expositions commerciales de grande envergure et la promotion du tourisme.
- L'ouverture de nouveaux bureaux commerciaux satellites au Japon et en Corée.

Enfin, en Amérique latine, où les possibilités économiques sont moins immédiates mais quand même importantes, nous tenterons d'ouvrir ce grand marché potentiel aux produits canadiens. Notre stratégie concernant l'Amérique latine a été décrite dans les médias seulement en termes d'appartenance à l'Organisation des États américains. Toutefois, nous n'avons pas seulement adhéré à un organisme, nous avons pris la place qui nous revient dans

cet hémisphère, un hémisphère qui s'oriente vers la démocratie et que la redécouverte des principes démocratiques mènera sûrement à la croissance économique et créera par conséquent des possibilités pour le Canada.

L'Amérique latine a une population de près de 600 millions d'habitants, une immense richesse en ressources naturelles et une main-d'oeuvre bien formée.

Même aujourd'hui, le commerce avec cette région est important. En effet, nos exportations vers l'Amérique latine ont dépassé le total de celles que nous avons acheminées vers l'Italie et la France. En outre, notre commerce bilatéral équivaut à celui que nous pratiquons à la fois avec la Chine et les pays de l'ASEAN.

Un exemple du potentiel de ce marché concerne le canola. Le marché de ce produit au Mexique, notre plus important partenaire commercial dans la région, est estimé à 100 millions de \$. Nous avons envoyé une mission au Mexique pour tenter d'exploiter ce marché.

Par ailleurs, dans le secteur pétrolier et gazier, neuf sociétés albertaines se rendront au Venezuela dans quelques jours dans le cadre d'une mission organisée par le ministère que je dirige. Une importante délégation albertaine participera aussi à d'autres missions semblables à destination du Mexique et du Brésil plus tard cette année.

Déjà la semaine dernière, j'ai été l'hôte du groupe de ministres mexicains le plus important jamais délégué en dehors du pays. Cette réunion sans précédent du comité conjoint ministériel a étudié des moyens de promouvoir le commerce dans divers domaines.

À l'avenir, nous intensifierons nos contacts avec les gouvernements provinciaux pour créer des associations de promotion du commerce et participer à d'importantes foires commerciales régionales.

Je crois que l'Alberta est bien placée pour transformer les défis en possibilités. La demande en ressources énergétiques augmentera; nos compétences agricoles peuvent soutenir la concurrence mondiale; notre secteur technologique est innovateur et en plein essor; enfin, nos ressources humaines sont riches de talent et reflètent une grande diversité ethnique.

L'avenir appartient à ceux qui ne se contentent pas de se reposer sur le passé, mais qui au contraire s'en servent pour aller de l'avant. L'avenir appartient aux commerçants, donc aux Albertains.